

Prix 400 F Cfa
N° 2880

Mercredi 27 février 2019

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

http://lequotidienlejour.info

Tél.: 222 04 01 85

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

L'autre folle journée du Mrc

Reportage au Tribunal militaire de Yaoundé. P.3

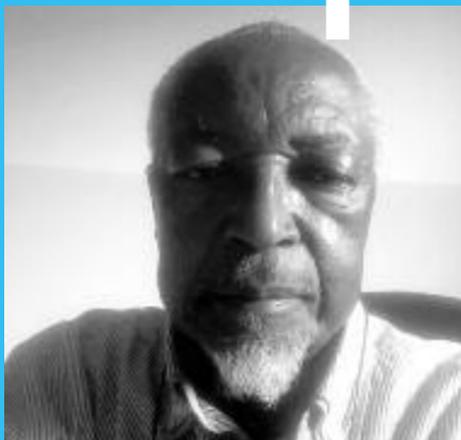


Jean-Baptiste Fotso Djemo

Il n'y a pas de "repli identitaire"

Meurtres et suicides dans les problématiques de légitimité au Cameroun : de l'Etat moderne aux chefferies traditionnelles.

P. 5



Tribune

Résistance aux talibans de la pensée tribale

Par Jean Simon Ongola.

P. 9

La vie après l'incendie au marché Congo

Douala. En attendant les mesures des autorités administratives, les commerçants émus sont retournés sur le site au lendemain du sinistre.



Douala, marché Congo, 24 février 2019. Ce qui reste des étales après l'incendie.

Ce lundi 25 février 2019, il est 13h 10 mn au marché Congo de Douala. Des colonnes de fumée montent vers le ciel au-dessus des têtes d'une foule immense. Une odeur de brûlé agresse les narines. Des mototaxis tentent de se frayer un chemin au milieu de la foule. Ils klaxonnent à plusieurs reprises. Des jeunes gens vêtus de haillons fouillent dans les décombres. Ils remuent les cendres chaudes pour récupérer la ferraille, des fermetures, des fils de fer, entre

autres. Des coups de marteau retentissent. Ce sont les riverains qui détruisent des pans de mur sur les immeubles léchés par les flammes. Des badauds, des commerçants ambulants et des sinistrés sont présents sur les lieux. Sur les visages, l'émotion est visible.

Assis sur les tabourets ou debout, les bras croisés sur le torse, ils discutent entre eux. Les uns expliquent ce qui s'est passé lors de l'incendie qui ravagé près de 200 boutique dimanche 24 février 2019. Les

autres sont silencieux. Ils ont les regards rivés vers les décombres. «Moi j'étais au village pour les funérailles quand l'incendie s'est produit. C'est ce matin (lundi, ndlr) que je suis arrivé sur le site suite à un coup de fil et je vois les dégâts. Je suis foutu! J'attends juste ce que les autorités décideront », raconte Victor Dontchoua, père de 07 enfants et propriétaire de deux boutiques consumées à Congo. Un autre sinistré, Charles Kwuh, explique qu'il était présent sur le site pendant l'incendie. Il a vu sa bijouterie partir en fumée. « J'étais là ! Quand le feu a commencé d'un côté, je suis allé prendre ma marchandise pour la sécuriser de l'autre côté. Mais malheureusement, ce côté-là a aussi pris feu devant moi. Que faire pour rembourser mes dettes? », s'interroge-t-il, les larmes aux yeux et le visage crispé.

Sur l'espace ravagé par un autre incendie les 03 et 04 juillet 2012, d'autres commerçants sinistrés sont assis à même le sol au milieu des herbes, la main sur la joue. Ils attendent impatiemment l'arrivée des autorités administrative pour une réunion de crise. Ladite réunion doit statuer sur les mesures à prendre au lendemain de ce sinistre. D'autres commerçants ont pris le soin de repérer leur ancien emplacement sur ce site dévasté en 2012. Ils y ont disposé des morceaux de tissu sur le sol en forme de rectangle pour matérialiser l'endroit.

Hélène Ngo Touye (Stagiaire)

Une célébration sur fond de revendications

Centenaire Oit. Au Cameroun 29 ans plus tard la loi sur les syndicats reste toujours attendue et aucune disposition légale n'est prévue pour protéger les responsables syndicaux.

La célébration du centenaire de l'Organisation internationale du travail (Oit), constitue une occasion idoine d'exaltation de la coopération Cameroun-Oit, et de consolidation des actions des mandants, gouvernement-employeurs-travailleurs, pour faire progresser la justice sociale et promouvoir le travail décent. Au Cameroun, c'est sur fond de revendications, que l'Union des syndicats libres du Cameroun (Uslc), célèbre ce centenaire dont le lancement des activités s'est déroulé ce 26 février à Yaoundé.

La loi sur les syndicats reste toujours attendue depuis 29 ans plus tard, aucune disposition légale n'est prévue. Dans le secteur public, les syndicats vivent de tolérance administrative, quand ils arrivent à résister durablement à la répression, ici leur existence légale reste soumise à l'agrément préalable du ministère de l'administration territoriale. « La loi sur les syndicats reste encore attendue, 29 ans plus tard. De façon générale, aucune disposition légale n'est prévue nulle part aujourd'hui pour protéger les syndicalistes et les responsables

syndicaux », précise le secrétaire générale de l'Uslc, Rose Ndjie She.

Une position fragile, qui est imposée aux organisations des travailleurs, qui rend le dialogue social déséquilibré au sein de l'entreprise ou dans les branches, tandis qu'au sommet, le dialogue social est réduit à des concertations plus ou moins régulières et sans lendemain, parce que sans portée effective sur la vie des travailleurs et sur les relations du travail. En dépit des discussions engagées en comité ad hoc tripartite au premier ministre, en vue de la loi sur les syndicats, et dont les discussions ont été conclues en 2016, « les conclusions dorment dans les tiroirs de la République » relève le Secrétaire général. Cette loi était censée permettre un meilleur respect de la liberté syndicale au Cameroun.

Il en est de même des conclusions des travaux de la Commission nationale consultative du travail sur la révision du code du travail et l'avant-projet de loi revalorisant les prestations sociales, parmi lesquelles la pension retraite, qui n'a pas été revalorisée depuis 36 ans,

bloquées dans les tiroirs. Des blocages qui ne permettent pas aux travailleurs de croire au dialogue social. L'Union des syndicats libres du Cameroun (Uslc), propose des solutions pour sortir le dialogue social des tiroirs à savoir. Une loi sur les syndicats, la révision du code du travail, la ratification de la convention 102 sur la sécurité sociale et la convention 189 sur le travail domestique, la revalorisation des prestations sociales, en particulier la pension retraite et au moins une rencontre annuelle entre les présidents confédéraux avec le Président de la République, pour redonner vie au dialogue social.

En ratifiant, il y a près de 60 ans, la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, le Cameroun s'est engagé à reconnaître aux travailleurs le droit de constituer des syndicats qui ne sont pas assujettis à la dissolution ou à la suspension administrative. Il s'est engagé à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux travailleurs le libre exercice du droit syndical.

Moïse Moundi

Présence remarquable du Cameroun

Fespaco. Inauguration de la statue de Dikongué Pipa, projections des films en compétition, déambulation dans les rues d'Ouagadougou, des activités ont lieu sur le stand du pays.



Ouagadougou, place des cinéastes, février 2019. La statue en bronze de Dikongué Pipa trône majestueuse.

50 ans de cinéma Africain ça se fête ! Et de la plus belle des manières. La statue en bronze de Dikongué Pipa trône majestueuse sur la place des cinéastes à Ouagadougou au Burkina-Faso. Erigée entre les monuments d'autres légendes du cinéma africain que sont Sembene Ousmane (Sénégal) et Souleymane Cissé (Mali), la statue de Dikongué Pipa a été réalisée grâce à l'engagement de ses confrères camerounais et les populations (via le crowdfunding) qui ont tenu à lui rendre un hommage mérité. Notamment le cinéaste Michel Kuate et Marie Christine Whasson, présidente de la maison de production Cordia. Cordia a réussi à rallier des partenaires de poids tels que : le ministère des Arts et de la culture, la Communauté urbaine de Douala (Cud), la mairie de Douala, le Pad, etc. La statue de l'Étalon de Yennenga 1976 est donc dévoilée plus de 40 ans après son sacre avec « Muna Muto ». Il aura fallu du temps. Une attente interminable vite oubliée eu égard au contexte de l'inauguration du monument. Dikongué Pipa est acclamé au moment où l'Afrique célèbre un demi-siècle d'images sur grand et petit écran.

« C'est une grande fierté. Celle de voir que l'Afrique (noire surtout) organise un événement d'une telle envergure depuis des années », apprécie la critique de cinéma Pélagie Ng'Onana. Elle se réjouit de ce que, « Le Fespaco est devenu emblématique dans le domaine du cinéma en Afrique et ailleurs malgré que tout ne soit pas rose ».

Miraculous Weapons

Pour Martial Ebenezer Ngueta, critique de cinéma et président de l'Association des journalistes critiques de cinéma (Cinepress) : « Le Fespaco de 1968 à 2019 a fait une belle mue. Il est parti d'un espace de rencontre simple à un carrefour des échanges sur les savoirs d'Afrique au travers de ses images. Le Fespaco se construit progressivement l'image d'un festival qui rend compte des nos univers divers de création, d'échanges au travers des images sur nos sociétés. Il présente les mondes d'Afrique, leurs diasporas et leurs diversités qui ne sont pas toujours comprises par les autres. Il témoigne aussi de ces hauteurs techniques et technologiques que nos cinéastes opèrent, les avancées dans la prise en compte des thématiques permettant d'apporter de la lumière à tous », analyse le journaliste qui se réjouit de la qualité de films camerounais en compétition.

« Cette année, le porte-étendard c'est Jean-Pierre Bekolo avec Miraculous Weapons. C'est un bon film tourné en Afrique du Sud. Il a le mérite de repenser notre être et d'assumer un beau dialogue entre technique et thématique. Puis, on a la légion des documentaires. Deux expérimentés sont à l'assaut des meilleurs prix Jean Marie Teno connu pour son cinéma engagé net fouillé, une belle prose du détail et François Woukokoche que peu de la jeune génération connaissent. Il vit et travaille au Rwanda, c'est aussi un expert de cinéma de point de vue majeur et flippant. Il sait parler à l'âme avec des histoires humaines formidables. Je crois que les camerounais doivent croire en des potentialités de leurs cinéastes », analyse Martial E. Ngueta. La jeunesse est aussi au rendez-vous avec Benjamin Eyaga, « Mes silences », Laure Kamga, Pa'ta'kam, un semi-super centenaire au service des pierres », Constantin Tchoua, « Au-delà du destin ».

Elsa Kane

le jour

Publiez vos annonces à partir de **5000 F cfa.**
*Améliorez votre visibilité à moindre coût.

*Faites asseoir votre notoriété
*Booster vos affaires

*Réservez votre espace sur l'adresse suivante :

lejournservicecommercial@yahoo.fr

Yaoundé : 22 04 01 85 / 96 98 62 64

/ 99 74 95 85

Douala : 77 68 10 34 / 99 93 76 72

Maurice Kamto au Tribunal militaire

Marche blanche. Le président et des membres du Mouvement pour la renaissance du Cameroun ont été extraits de la prison hier.

La ville de Yaoundé était encore sous haute sécurité hier, 26 février 2019. Du carrefour intendance en passant par la Poste centrale, le déploiement était impressionnant. Des policiers et gendarmes étaient aux aguets avec en bonne position un camion anti-émeute prêt à vomir de l'eau. « De quoi a-t-on peur ? », s'interroge un curieux pantois. Et son interlocuteur de circonstance de répondre : Maurice Kamto est au Tribunal militaire.



tants affichaient fière allure. Les visages souriants et gais traduisaient l'état d'esprit des uns et des autres. L'ambiance est bon enfant dans un environnement où le box des accusés voyait défiler d'autres personnes. « Les gars n'ont pas de problèmes. Ils sont tous à l'aise. Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun rime avec solidarité et justesse dans l'acte », se félicite un militant venu booster le moral de ses camarades du parti. A l'entrée de Me Emmanuel Simh et de certains avocats acquis à leur cause, le sourire se dessinait sur les visages en signe de sérénité et de confiance.

Le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) était effectivement au Tribunal militaire de Yaoundé. Arrivé à 10h30, il est reparti vers 12h30 sous le regard de nombreux curieux. Le constat fait par certains sympathisants restés aux alentours était fort parlant : « L'audition n'a pas duré », selon le porte-parole du tireur de penalty, Olivier Bibou Nissack, rencontré quelques minutes plus tard à la Cour d'appel du Centre. Le conseil a récusé la qualité du Tribunal militaire à juger Maurice Kamto en tant que civil. C'est sans doute ce qui pourrait expliquer cette concision. En attendant d'être fixé sur la suite de la procédure, des avocats se sont déportés vers le Tribunal de grande instance (Tgi) et le Tribunal de petite instance (Tpi) pour soutenir d'autres personnes interpellées lors de « la marche blanche » du 26 janvier.

A l'extérieur, des militants, sympathisants du parti de la renaissance ou encore des membres de la famille arrivaient progressivement. Certains tenaient en main des petits sacs contenant de la nourriture. Une dame est arrivée tenant un plastique. Cet emballage contenait des chocolats et des biscuits. « Nos militants mangent bien. Ils

ont besoin d'énergie et de force pour garder la tête haute. Dans ce contexte, le soutien moral est important sinon ils peuvent craquer. Ils savent que nous sommes là. Ils sont sereins et gonflés à bloc », se réjouit une militante. Dans les rangs de nombreux curieux venus assister aux différents procès, on se pose des questions sur le sort qui sera réservé à ces jeunes. La procédure suit son cours.

Moretti au cœur des échanges

Mobilisées, les équipes du Mouvement pour la renaissance du Cameroun travaillent pour la libération de leurs militants. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le conseil de Maurice Kamto et Cie est constitué des tribuns de haut vol. En attendant le début de l'audience ce jour (hier 26 février 2019, Ndlr), des militants et sympathisants de ce parti politique se réjouissaient de l'arrivée de l'avocat Français, Me Dupond-Moretti dans le dossier. « Il est connu pour sa force de frappe. Il va porter le dossier au niveau de Genève. Vous avez Me Simh, Me Souop et les autres brillants avocats déjà dans le dossier. Le français Me Dupond-Moretti est un plus sur le plan international », se satisfait un autre militant confiant. Les membres du Mrc présents saluent l'arrivée de l'avocat français.

Solière Champlain Paka

“ Identifier les problèmes de l'éducation ”

Roger Kaffo Fokou. Le porte-parole des syndicats d'enseignants explique le processus de collecte de données initié dans la région du Centre pour résoudre les problèmes des enseignants.

Quels sont les enjeux recherchés autour du lancement des opérations de collecte de données dans la région du Centre ?

Nous avons organisé deux rencontres en un seul événement. La 1ère rencontre était une opération de collectes de données en vue de l'organisation du Forum national de l'éducation. Elle avait pour enjeu de faire que le gouvernement endosse les opérations de collectes de données et prennent l'engagement de faciliter autant que possible le travail des équipes qui vont descendre sur le terrain. La 2e rencontre était un atelier de développement des capacités des superviseurs départementaux et des enquêteurs d'arrondissements. Ce sont les deux maillons qui vont porter le travail de terrain de collecte des données.

Les enquêteurs vont donner la parole aux Camerounais de toutes les professions, de toutes les classes sociales. Pour que chaque Camerounais puisse dire non seulement ce qu'ils pensent de l'éducation aujourd'hui, mais de ceux qu'il faut en faire dans les années à venir. Les superviseurs auront la lourde charge de consolider l'ensemble des données qui vont remonter du terrain. Pour faire ce travail difficile, ils avaient besoin d'être formés à la fois pour être comprendre l'en-



semble des concepts utilisés, avoir une vue d'ensemble des grands problèmes de l'éducation pour être capable de les expliquer aux enquêteurs qu'ils vont trouver sur le terrain.

Comment seront collectées les données que vous recherchez ?

L'enquête de manière pratique va se passer dans les arrondissements. Une fois formés, les enquêteurs iront sur le terrain dans les arrondissements. Une liste de catégories de cibles qu'ils devront absolument rencontrer a été éta-

blie. Ces catégories appartiennent au monde de l'éducation, de l'administration, des dignitaires religieux, traditionnels, politiques. Avec eux, les enquêtes devront identifier les problèmes dans le domaine de l'éducation. En même temps, ils devront proposer des solutions aux problèmes soulevés. Ils devront également dire où et comment trouver les ressources nécessaires. Avec chacun des enquêtes qu'ils rencontreront, ils vont passer en revue, l'ensemble des dossiers de l'éducation qui sont réunis sur 6 cahiers représentant près de 26 pages de fiches. C'est un travail très difficile, d'où l'importance de les préparer. L'enquête sera terminée en mai et les rapports seront déposés en juin.

À quoi servira cette collecte de données ?

Lorsque ces problèmes remontent au niveau de la région, chaque région devra constituer un rapport qui synthétise l'ensemble des points de vue des Camerounais. Et ce sont ces cahiers qui seront examinés par le forum national de l'éducation. Le forum sera une instance d'arbitrage autour des problèmes et des solutions qui seront remontés du travail fait à la base.

Propos recueillis par Vicky Tetga

Obsèques de

Mme NGOSSO née BELLA NZINGA Hermine Germaine

Monsieur NGOSSO Grégoire, gendarme retraité et ses enfants
La grande famille MBOUABOUNI à Koussé par Ntui
La grande famille EWOLO à Koudandeng par Obala
La grande famille Mobebe à Niga par Efoke
La grande famille MENA ASSAH à Nkolessong
Monsieur NZINGA Roger et Madame OKALIA Bilai à Buea
Monsieur et MESSINA NGOSSO à Limbe
Les enfants NGOSSO à Yaoundé à Yaoundé et Cotonou

Ont la profonde tristesse de faire part du retour à Dieu de leur fille, sœur, épouse, mère, belle-mère, belle-sœur, tante, grand-mère et arrière-grand-mère,

**Madame NGOSSO née BELLA NZINGA
Hermine Germaine**

décédée le 15 février 2019 à l'hôpital Central de Yaoundé,
des suites de courte maladie



Programme

Judi 07 mars 2019

14h00 : Levée du corps à l'hôpital Central de Yaoundé
15h00 : Veillée au domicile familiale à Etoudi, derrière l'abatoir au lieu dit Berlin City.

Vendredi 08 mars 2019

09h : Transfert de la dépouille pour le village à Koussé par Ntui.
12h : Arrêt à l'église de Bétamba pour messe d'accueil de la dépouille.

15h : Installation de la dépouille à la maison mortuaire à Koussé .
20h : Messe suivie de la veillée.

Samedi 09 mars 2019

09h00 : Début des cérémonies traditionnelles.
11h00 : Messe d'inhumation et témoignages.
13h00 : Inhumation.

Electricité

IMPORTANTES CHANTIERS DE RENFORCEMENT DES RESEAUX DE DISTRIBUTION A DOUALA ET YAOUNDE



27 février, 2019

Dans le cadre de son programme d'investissement 2019, Eneo Cameroon effectue d'importants travaux de renforcement et de sécurisation des réseaux dans les villes de Douala et Yaoundé. Il s'agit principalement de remplacer au total 170 kilomètres de tronçons de lignes aériennes et souterraines moyenne tension pour doubler leur capacité de transit d'énergie et renforcer la sécurité des ouvrages. Les lignes aériennes devant être construites essentiellement sur des poteaux en béton.

Compte tenu de l'état de saturation de certains équipements de notre réseau de distribution, le Conseil d'Administration a approuvé un budget d'investissement de 47,3 milliards de FCFA pour l'année 2019 (en croissance de plus de 30% par rapport à 2018). La somme de 26,2 milliards de FCFA a été alloué au renouvellement, au renforcement, à la sécurisation et aux extensions de réseaux de distribution d'énergie électrique.

L'objectif poursuivi à travers l'exécution de ce plan d'action est d'accroître la capacité d'alimentation et d'améliorer significativement la disponibilité de l'énergie électrique dans ces villes.

Ces travaux vont s'étendre sur une période de cinq mois et nécessiter des coupures pour des raisons de sécurité.

Eneo Cameroon remercie sa clientèle pour sa compréhension et son accompagnement face aux perturbations qui sont enregistrées dans la fourniture d'énergie électrique dans certains quartiers de Douala et Yaoundé pendant toute la durée de ces travaux.

Le programme de ces travaux est progressivement publié dans l'espace Travaux et Coupures sur www.eneocameroon.cm. Bien vouloir contacter le Centre de Relations Clients d'Eneo au 8010, ou encore au numéro WhatsApp 699119911 pour en savoir plus.

Le Directeur Central des Opérations
Basile Ekobena



Il n'y a pas de « repli identitaire »

Jean-Baptiste Fotso Djemo.* Meurtres et suicides dans les problématiques de légitimité au Cameroun : de l'Etat moderne aux chefferies traditionnelles.

La créativité camerounaise possède une grande puissance dans la déconstruction du langage: « Si un Camerounais t'explique quelque chose et que tu le comprends, c'est qu'il te l'a mal expliqué ». Paradoxe et injonction paradoxale : comprendre ce qui a été mal expliqué ? Le « mal-expliqué » comme norme pour la bonne compréhension ? Mais « la bonne compréhension » comme l'indice d'une tromperie ? Si un Camerounais t'explique les liens entre légalité et légitimité, au point que tu t'en fasses une idée claire, c'est que..., quoi ? Deux situations vont nous y aider, non pas à comprendre, mais à illustrer cette problématique, qui apparaît comme signe d'un clivage tel qu'on le rencontre dans la schizophrénie : le contentieux électoral au mois d'octobre ; la succession récente d'un Roi bamiléké. Nous nous en servirons pour montrer en quoi suicide et meurtre en sont les sous-bassements : l'un et l'autre, dans leurs dimensions de réalité et de métaphore. Un système fermé ou en perte de repères, en se bloquant (suicide), bloque (meurtre) toute possibilité de sortie, imposant ainsi ce que certains nomment « zombification ». Or la dialectique légitimité – légalité devrait fonctionner comme un axe central de lutte contre le totalitarisme, pour la dignité humaine, et pour le sentiment d'épanouissement. Nous verrons ainsi qu'il n'y a pas de « repli identitaire » au Cameroun, sauf repli autistique, parce que nous vivons des implosions identitaires de plus en plus actives.

Le contentieux électoral

Partons d'une injonction récente de l'organe chargé de la régulation des médias (CNC), dans un pays a priori pluraliste, multipartiste : il ne comprend pas que des médias continuent, face aux événements du 26 janvier, à ne pas répercuter la « version officielle ». Légalité (officielle, celle de l'Etat) contre les versions légitimes en lien avec les lignes éditoriales de chaque média, voire de la pluralité légitimement, éthiquement attendue de la part des médias publics. Allons en amont, avec cette situation ubuesque, où un corps de douze avocats, par respect de la légalité constitutionnelle, a passé des dizaines d'heures, à démonter et démontrer l'illégitimité, du Conseil Constitutionnel en tant qu'Institution, et / ou à travers les incompatibilités de certains de ses membres. Démonstration (position de métacommunication) tendant à montrer en quoi ses décisions seraient nécessairement compromises par l'inobjectivité de ses délibérations : stratégie de meurtre symbolique d'autant plus réussie que l'instance visée,

dans une posture quasi machochiste bien qu'autoritaire, n'offrait de riposte qu'avec deux expressions devenues célèbres (« irrecevable » et «...pas de preuves... »). Or, interpellé la légitimité, c'est vouloir comprendre le bien-fondé des lois et des modalités de leur exercice, dans un contexte de « liberté de penser... et d'expression ». C'est à peine si « le contentieux électoral » n'est pas devenu un objet de dérision : comme s'il fallait être fou, pour croire pouvoir se faire entendre et obtenir gain de cause devant un Conseil Constitutionnel livré à l'opinion comme tout-puissant : dire « le dernier mot... dire La Loi... La loi c'est LA LOI...le pouvoir discrétionnaire... ». Le cercle se refermant sur lui-même, puisque le judiciaire et l'administratif s'entremêlent : neutralisation des énergies et immunodépression de la société globale.

D'où la réaction populaire qui, à son tour, renforce le paradoxe, par une intériorisation des injonctions : « ils savaient bien qu'on ne pouvait rien faire contre la machine étatique aux multiples tentacules..., tout le monde savait..., ils ont conforté le système en place... ». Le paradoxe se renchérit par des attitudes de monarques de la part de certains responsables de l'Etat, pendant que des Chefs traditionnels se rendent illisibles, en se ridiculisant comme rivaux de leurs propres sujets (conseillers municipaux du même parti ou non) ou en s'avalissant comme supports de légalismes partisans, en affirmant que « tout pouvoir vient de Dieu » (Le Jour, 7 février, p8). L'incestualité entre autorités étatiques et traditionnelles, la sacralisation du pouvoir, brouillent les pistes du discours sur la fonction d'autorité, et sur la moralité du rapport au pouvoir.

Tout se passe comme avec ces pères incestueux qui, tentant de normaliser leur perversion, utilisent le statut de père (le légal) pour se confier à tous les droits (le légitime) sur leur fille, dont celui de l'initier à la sexualité, voire d'en être le seul « amoureux ». Détruisant (tuant) le fondement de toute structure sociale, assassinant du même coup, la fonction législatrice et régulatrice de père (à travers la loi de l'interdit de l'inceste). Devenant ainsi parfois, père et grand-père des enfants de leur fille, quels repères identitaires ? D'où parfois le suicide de certains de ces pères. D'où le secret entretenu autour de ces pratiques (« secrets de famille »), d'où la culpabilité de la fille à vouloir porter plainte, voire la honte qui la conduit au suicide ou à l'infanticide : pour tenter, dissonance cognitive aidant, de tuer l'image d'un père innommable. Surtout qu'il arrive que les autorités chargées de recevoir sa plainte et de com-



prendre sa souffrance, la disqualifient dans la légitimité de sa plainte, lorsque le père « est Une Autorité ». Bloquant dans l'œuf, toute velléité chez elle de se reconstruire, en amenant son père à « payer » pour sa décrépitude. A se demander ce que sont devenues les valeurs ancestrales qui faisaient des « fautes » des parents, les lignes de lecture des maux chez leurs descendants (ce que les ascendants ont mal fait..., n'ont pas fait...).

La succession d'un Roi bamiléké.

Le 28 janvier dernier, avaient lieu à Bangou, les obsèques de Sa Majesté Tayo II, mort le 16 novembre 2018, après 40 ans d'un règne dont la légitimité était contestée, mais dont la durée pouvait servir de légalité, en jouant de sa posture d'« auxiliaire de l'administration ». Le Dr Kepseu (Le Messager du 1er février 2019, p10) nous fournit des points symboliques en ce sens, dont le suicide du Roi Tayo II, pour observer la tragédie comédie des scènes jouées. Le potentiel suicide d'un Roi aurait-il un lien avec l'illégitimité de son règne, car comment avoir régné aussi longtemps et finir par une « mauvaise mort » ? Les croyances locales veulent qu'une usurpation de succession aboutisse assez souvent à « une mauvaise mort » (accident de la route, mort hors de la chefferie, suicide...), subite (dans les mois ou les années qui suivent, sans maladie à soigner...) ou pas. Un suicidé n'aurait pas droit à des obsèques familiales : comme si le suicide (s'en prendre à soi-même) disqualifiait un sujet dans la légitimité de ses droits et devoirs à l'égard de son groupe d'appartenance. Des obsèques pour une « mauvaise mort », ne se dérouleraient pas sans incident : le mort ne voulant pas du bien aux autres, ne peut bénéficier d'obsèques bénéfiques pour la paix de son âme. Faute de pouvoir devenir à son tour, garant de la pérennité et de la continuité du bien-être de ses collatéraux, de ses descendants :

par les hommages à venir sur son crâne par exemple. Le suicide du Roi Tayo peut-il être le signifiant (imaginaire) de celui d'une communauté qui a donné le sentiment de cautionner l'inacceptable durant 40 ans ? Suicide qui conduirait le Roi à exécuter sur lui, le suicide collectif (symbolique), comme en exorcisme de tous les maux dont la communauté a soufferts. Si oui, il devrait aboutir à un consensus ouvrant sur la réconciliation et la résilience : ce qui ne fut pas le cas le 28 janvier.

La situation de Bangou en effet, ne se comprend pas sans remonter à l'intronisation (légitime) du Roi Kemayou sur le trône en 1950 et sa destitution par les forces colo-

niales en 1961, puis son exil et sa mort. Mort sans sépulture et sans funérailles : même en cas de régence, comme pour Djomo installé par l'administration, aucune intronisation ne saurait être coutumièrement légitime. Soit une légalité imposée par l'administratif, désormais « légitimé » par l'état de fait de cette violence institutionnelle. D'où la répétition de ce viol lorsqu'un « Vice-président de l'Assemblée nationale et coprésident du comité d'organisation des funérailles du défunt Roi Tayo » (une sorte de Conseil Constitutionnel illégitime), non seulement organise parallèlement la procédure de l'arrestation d'un nouveau Roi, mais « pénètre avec le 1er Adjoint préfectoral, le Sous-préfet, les élites, les forces de l'ordre, au Lahkep » (lieu sacré), pour en déloger celui que la procédure traditionnelle (notables attitrés et le Roi de Bazou comme parrain) venait d'y installer en vue de son initiation. Impuissant ainsi, neutralisant les « vraies valeurs » identitaires, désormais désorientantes et désorientées.

Conclusion

En autant que les « valeurs ancestrales » aient comme garants, les autorités traditionnelles dans leurs propres pratiques, et que l'éthique (la légitimité) de la gouvernance républicaine reposent sur les

actes et discours des gouvernants, le contexte actuel, semble marqué par la dispersion, la perversion, le détournement, voire la dissolution des valeurs. Confirmant en quoi, la corruption est avant tout, celle des mentalités. A l'instar du désemparement et de la résignation des consommateurs à reconnaître l'authenticité d'un avocat, d'un plantain, du « manioc de 2è génération », tant « faire passer le faux pour du vrai » (sans goût ni constituants) devient la valeur la mieux partagée. Ecoutons le clivage de ce Ministre de la République qui, tout en s'identifiant d'une ethnie, délégitime et dénigre à un tel point cette ethnie, qu'il ne trouve d'issue pour elle, Justice oblige, que « la chambre à gaz » (qui a servi dans l'histoire du nazisme, à exterminer quelques millions de Juifs). Ecoutons ce Roi de l'Ouest, qui s'embrouille entre ses statuts de Sénateur et de Chef, pour tenter le « bannissement » d'un de ses sujets, de sa communauté, pour cause d'opposition au système politique en place. Ecoutons le Minadt (Le Jour, 6 février, p4), « menaçant les Chefs traditionnels...qui se retrouvent complices des grands bandits... ils seront tout simplement destitués... ». Et usurpant une posture d'Iman, les « engage tous à jurer sur le saint coran... ». Meurtres et suicides symboliques, avec ses ambivalences. Ecoutons les cris au « danger du tribalisme », avec « Ce n'est pas moi, c'est l'autre... ». Ecoutons « la crise anglophone » qui n'existerait pas, ou n'aurait pas de légitimité, puisqu'il s'agit de « hors-la-loi » ou que « personne ne peut parler en leur nom », tout en désignant des « représentants » du pouvoir pour la solution de ces crises. Résumons-nous : il n'y a pas de « repli identitaire », sauf fossilisations, parce que nous sommes dans le folklore (faire semblant), dans des délires collectifs de persécution. Observons par contre les recompositions sociales à travers les milieux et niveaux de vie, par les tensions de genres, par les tensions intergénérationnelles, par les idéologies, par la démocratie, etc. Certains parlent de « fin de règne », d'autres du « Cameroun (qui) se meurt », d'autres encore de la Journée du 11 février qui devrait être « Journée de deuil » (comme date de meurtre de ce qui aurait pu et dû être un Kamerun réuni). Mais « Le Cameroun, c'est le Cameroun », décidément, avec sa psychose mélancolique tout au moins, sinon sa schizophrénie : pathologies de la communication paradoxale.

*Psychologue-psychothérapeute
Enseignant de psychopathologie

Ecoutons le clivage de ce Ministre de la République qui, tout en s'identifiant d'une ethnie, délégitime et dénigre à un tel point cette ethnie, qu'il ne trouve d'issue pour elle, Justice oblige, que « la chambre à gaz » (qui a servi dans l'histoire du nazisme, à exterminer quelques millions de Juifs). Ecoutons ce Roi de l'Ouest, qui s'embrouille entre ses statuts de Sénateur et de Chef, pour tenter le « bannissement » d'un de ses sujets, de sa communauté, pour cause d'opposition au système politique en place.

Plus de 400 millions collectés au 1^{er} trimestre

Adamaoua. C'est le montant des recettes douanières communiqué par le chef secteur des douanes.



400.000.000 FCFA, c'est le montant global des recettes douanières collecté par le secteur des douanes de l'Adamaoua au titre du 1^{er} trimestre de l'année budgétaire 2019. L'annonce a été faite jeudi dernier par Norbert Ahidjo, le chef secteur des douanes de la région au cours de la cérémonie de l'excellence douanière et de la destruction d'un important stock de médicament saisi par la douane dans l'Adamaoua.

Selon le chef secteur des douanes, pour le premier trimestre, les recettes douanières dépassent largement les 400.000.000 FCFA au-delà des prévisions et des objectifs fixés par la direction générale des douanes. « Notre objectif est de dépasser le milliard de francs cette année. Et nous avons foi que nous arriverons. Il nous reste encore trois trimestres. Notre mission est de renflouer les caisses de l'Etat pour permettre au gouvernement de réaliser les grands projets. Aujourd'hui nous avons rappelé cet objectif aux différents chefs d'unités de notre secteur », a expliqué Norbert Ahidjo, le chef secteur des douanes de l'Adamaoua. Et d'insister : « nous traquons les contrebandiers et vous verrez que le parking de

notre secteur est plein de véhicules saisis. Il s'agit des usagers qui roulent avec des faux documents de douanes ». Pour cela, les contrôles ont été renforcés dans les différents points d'entrée et de sortie dans la région de l'Adamaoua.

Un stock de médicaments détruits

Au cours de cette cérémonie un important stock de médicaments en provenance du Nigeria et saisis par la douane a été détruit en présence du gouverneur de la région de l'Adamaoua. Il s'agit de cartons de Tramol, de stupéfiants et de nombreux antibiotiques et des aphrodisiaques et 5 cartons contenant des produits vétérinaires destinés à la vente dans les marchés périodiques de l'Adamaoua. Les responsables du secteur des douanes de l'Adamaoua évaluent cette cargaison à plus d'une tonne et demie. Pour le représentant de l'ordre des pharmaciens du Cameroun, dans l'Adamaoua les produits en question sont d'origine douteuse et impropres à la consommation. « Tout ce que vous voyez ici, ce sont des médicaments vendus dans la rue. C'est un phénomène social et

nous espérons que l'administration douanière va nous aider à mettre fin à ce commerce illicite et surtout qui tue beaucoup de nos compatriotes », a affirmé Dr Boubakary Boule, un pharmacien de Ngaoundéré. A cette cargaison de médicaments saisis et détruits, il faut ajouter plusieurs tonnes de plastique non biodégradables importées du Nigeria. Selon le chef de secteur des douanes de l'Adamaoua, le combat contre les produits de la contrebande va continuer avec pour cibles les automobilistes et les conducteurs de moto qui circulent avec de faux documents. Kildadi Takiegué Boukar, le gouverneur de l'Adamaoua a insisté sur la collaboration entre les différentes sectorielles et surtout la population. Il a demandé aux forces de maintien de l'ordre et de sécurité d'apporter leur soutien aux douaniers pour la réussite de leur mission. « Je vous encourage et souhaite qu'en 2019 vous allez au-delà des objectifs fixés par la direction générale de la Douane. En 2018, c'était 95% des objectifs avec plus de 900.000.000 FCFA mobilisés. Cette année faites du 120% », a insisté le gouverneur de l'Adamaoua.

Adolarc Lamissia

“Etablir des ponts entre les mentalités”

Yannick Guetse Voufo. Le président de l'association Bantou Development Initiative est un Camerounais installé en Allemagne. Pour lui, la diaspora peut mettre en confiance les investisseurs qui arrivent au Cameroun.

Quels sont les défis que posent les opportunités d'affaires entre le Cameroun et l'Allemagne ?

Le premier défi se situe au niveau de l'information. Souvent, il manque aux entrepreneurs basés au Cameroun la bonne information sur les réalités et les exigences en Allemagne. Récemment, j'ai été contacté par un jeune disposant de 3 000 de fèves de cacao et souhaitant entrer en contact avec des chocolatiers. Mais ici, les professionnels du secteur disent que le cacao du Cameroun n'est pas de bonne qualité. Ils préfèrent celui venu de Côte d'Ivoire et du Ghana qui répond mieux aux normes européennes. Lorsque les produits camerounais sont refoulés d'Europe, il faut se poser la question de pourquoi afin de s'améliorer et apporter des solutions.

Quelles sont les exigences du marché allemand et européen en général ?

Il faut avoir une certification pour chaque produit. C'est hyper important. Il y a au Cameroun des institutions agréées pour délivrer ces certifications ; à l'instar de l'Institut Pasteur. Le

site web de l'Union européenne indique les exigences à respecter pour les produits à exporter.

Quel rôle la diaspora peut-elle jouer dans les relations d'affaires susceptibles de s'établir entre le Cameroun et l'Allemagne ?

Nous pouvons commencer par mettre fin à la méfiance. Si je parle à l'Allemand dans sa langue, il est plus disposé à m'écouter. L'Allemand prend généralement toutes les précautions possibles et procède aux vérifications nécessaires. C'est à nous de lui dire qu'en Afrique il y a des brebis galeuses et de bonnes personnes comme partout dans le monde. C'est pourquoi au niveau de l'association Bantou Development Initiative, nous sensibilisons les jeunes sur l'importance d'être sérieux et d'avoir un business sérieux. En effet, c'est cette bonne graine que nous vendons en Europe pour attirer des investisseurs. L'autre rôle consiste à établir des ponts entre les mentalités. En effet, lorsqu'un Allemand arrive au Cameroun, je lui fais comprendre que le business ne se fait pas ici comme en Allemagne.



En Afrique, il y a des manières de faire et de penser différentes. Par exemple, venir en retard à un rendez-vous n'est pas un signe de désintérêt pour l'affaire, c'est juste une mauvaise habitude. Il faut préparer l'Allemand à intégrer cette réalité au moins au début. En face, il faut dire au Camerounais que l'Allemand analyse tous les gestes de son interlocuteur lorsqu'il ne connaît pas celui-ci. Il faut donc savoir signaler un éventuel retard.

500 milliards générés par le secteur extractif Cameroun. Ce chiffre ressort du 11^e rapport de conciliation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) pour l'année 2016.

Ces revenus budgétaires du secteur extractif couvrent notamment le secteur des mines, les hydrocarbures, le transport et les carrières.

De manière concrète, la contribution du secteur extractif dans les exportations a été de 23,8% tandis que sa contribution au budget de l'Etat a été de 17,9% sur la même période.

Pour ce qui est du Budget d'investissement public (BIP), la contribution du secteur extractif s'est située à 3,33% alors que pour ce qui est des emplois, le secteur extractif n'en a généré que 0,3% sur la période concernée.

Ce rapport intervient à mi-parcours de la mise en œuvre de l'aide accordée au Cameroun pour mettre en pratique les 14 mesures correctives prescrites par le conseil d'administration de l'ITIE.

Ces mesures correctives portent entre autres sur l'amélioration de la gouvernance, l'adoption du décret de réorganisation du Comité et la mise en œuvre du protocole signé par les entreprises privées pour la mise en place des règles de représentation et de leur participation effective à la mise en œuvre de l'ITIE. « Nous aurons finalisé la mise en œuvre des mesures correctives à l'échéance de décembre 2019 », a rassuré le Comité qui s'est dit « confiant » des améliorations enregistrées.

F.E avec Apa

2200 milliards de recettes fiscales en 2018

Cameroun. Dans les détails, les recettes fiscales non pétrolières s'élèvent à 1 923,5 milliards de FCFA, les recettes de

l'impôt sur les sociétés pétrolières s'élèvent à 82,5 milliards de FCFA tandis que les recettes provenant des Collectivités territoriales décentralisées (CTD), organismes et entreprises publiques s'établissent à 194 milliards de FCFA.

Selon l'administration fiscale, ces performances sont dues en grande partie à l'élargissement de l'assiette fiscale, avec de nouvelles niches d'impôts, mais également, la digitalisation des services qui évitent des pertes d'argent.

Mais, note l'administration fiscale, les besoins de l'Etat demeurent importants (infrastructures, sécurité, santé, éducation). Pour y remédier, le fisc informe que le défi est dès lors, d'améliorer le niveau de pression fiscale sans entraver la dynamique des affaires. D'où la vision des autorités fiscales de faire de la Direction générale des Impôts (DGI), « une administration qui capitalise les nouvelles technologies de l'information pour accroître la mobilisation des ressources et la qualité des services offerts aux contribuables ».

La DGI prévoit en 2019, l'extension de la télédéclaration des impôts et taxes de droit commun aux centres divisionnaires des impôts rénovés pour faciliter l'accomplissement des obligations déclaratives des petites et micro-entreprises. Par ailleurs, la déclaration par téléphone portable des impôts et taxes sera étendue aux petits contribuables. Sans oublier l'extension de la dématérialisation du timbre fiscal à tous les chefs-lieux d'arrondissements des régions du Littoral, du Sud, de l'Est et de l'Adamaoua.

H.N.IV



Venez
l'Expé
Client
excepti

du 16 au 2
l'esplanad
des Congrès

- Espace Digital
- Ateliers
- Rencontres
- Opérations B

Visitez notre page
au www.afriland.com



Propos recueillis par Asongmo Ncedem



z vivre
rience
ent
onnelle

4 février à
e du Palais
s à Yaoundé

al
Bancaires

événementielle
promote19.com

nd First Bank

L'entreprenariat jeune préoccupe

Yaoundé. Un atelier international de mobilisation des entreprises camerounaises pour la promotion de l'emploi des jeunes s'est tenu samedi dernier en marge de Promote.



Yaoundé, le 23 février 2019. Les travaux au cours de l'atelier de mobilisation des entreprises pour la promotion de l'emploi des jeunes présidés par le Minpmeesa.

Un atelier international de mobilisation des entreprises camerounaises pour la promotion de l'entreprenariat jeune a eu lieu samedi, 23 février 2019 au palais des Congrès de Yaoundé, à l'occasion du Salon Promote. Des entrepreneurs, des représentants des départements ministériels et des experts internationaux suisses, belges et marocains étaient présents à cet atelier était présidé par Le ministre des Petites et moyennes Entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa), Achille Bassilekin III.

Il est démontré que pour créer des emplois, il faut investir dans l'agriculture, les nouvelles technologies, le textile, les Pme et toutes les industries aux produits agricoles africains.

« Il s'est agi de créer des conditions permettant à un certain nombre d'entrepreneurs, des représentants d'un certain nombre de départements ministériels, à ces experts internationaux, de se pencher sur les conditions permettant de dynamiser l'entreprenariat jeune au Cameroun. En réfléchissant déjà aujourd'hui aux conditions de création de l'entreprise et en explorant les synergies aussi bien en amont qu'en aval dont on a besoin aussi bien des administrations publiques qu'aussi bien des organisations parapubliques, pour que finalement l'entreprenariat jeune puisse passer à une autre étape, en termes de capacités techniques, d'accompagnement institutionnel, d'accompagnement des partenaires au développement, mais aussi que

nous puissions donc dans ces conditions créer un cadre vertueux pour l'éclosion de l'entreprenariat jeune », a expliqué Achille Bassilekin III.

L'objectif visé par cet atelier a été de « bâtir un cahier de charges, devant faire l'objet d'un suivi aussi bien avec le patronat et toutes les parties prenantes, de façon à ce que sur le plan qualitatif, nous puissions jeter les bases d'un entreprenariat jeune qui soit dynamique et porté vers la réalisation des objectifs d'émergence de notre pays si chers au chef de l'Etat », comme l'a souligné le Minpmeesa. Les jeunes ont désormais tous les outils et moyens de s'épanouir sur place en Afrique.

Achille Chountsa

Les priorités du budget 2019

Cnps. Cette enveloppe équilibrée en recettes et en dépenses à la somme de 207, 99 milliards de francs CFA contre 200 milliards de francs CFA en 2018 vise à renforcer les acquis.



Mekoulou Mvondo, Dg de la Cnps.

Ce budget en augmentation de 7,99 milliards de francs CFA en valeur absolue confirme le bon état de santé financière de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale. Il a été approuvé le 29 janvier 2019 par le ministre des Finances, conformément aux dispositions du décret du 7 juin 2018, portant organisation et fonctionnement de la Cnps. Il devra « permettre de préserver

et consolider les acquis, mais aussi la maturation des actions engagées dans le cadre du plan stratégique 2018-2022 », selon la lettre-circulaire du Directeur Général de l'entreprise, Mekoulou Mvondo. Il s'agit d'abord de renforcer les capacités opérationnelles des personnels de la Cnps avec un accent sur la polyvalence et la multidisciplinarité.

En 2019, l'entreprise sou-

haite maintenir le cap en matière d'amélioration des performances et d'atteinte efficiente de ses objectifs. Et le patron attend que cela se fasse autour d'une feuille de route qui consacre comme priorités, le paiement de la juste dépense, l'assainissement des bases de données, la mise en œuvre efficace et efficiente d'un système de recouvrement des cotisations sociales solide et pérenne, la promotion de la santé et de la sécurité au travail, la maîtrise des effectifs et la promotion du capital humain, la résorption progressive des déficits de l'action sanitaire et sociale et des établissements de soins, la maîtrise des frais de gestion et la recherche des gains de productivité. Mais aussi, le management par la qualité et la promotion de la culture de service, la pleine utilisation des technologies de l'information et de la communication, l'équipement des structures, la consolidation de la situation financière à long terme et l'exercice d'une gouvernance responsable, transparente, prévisible, participative et dynamique.

F.E

"Le Cameroun va être le premier pays pilote"

Frederick Muia. Le secrétaire général de Jobsforafrica, une Fondation qui promeut l'employabilité et l'emploi, évoque sa contribution à cet atelier.

Que va apporter Jobsforafrica à cet atelier international de mobilisation des entreprises camerounaises pour la promotion de l'entreprenariat jeune ?

C'est une Fondation dont le but principal est de promouvoir l'emploi et l'employabilité en Afrique. J'ai été invité par le ministre des Pme pour partager l'expérience de Jobsforafrica en matière de création d'emploi pour les jeunes et de l'entreprenariat pour les jeunes. Il faut dire que la Fondation a été créée afin de faire en sorte que la croissance économique que connaissent les pays africains se traduise concrètement par la création d'emploi surtout pour les jeunes. Il n'est pas normal de voir les jeunes mourir dans les océans, en train de chercher l'El Dorado ailleurs, alors qu'il y a énormément d'opportunités dans notre continent. Voilà ce que nous essayons de faire, en créant des synergies et nous avons décidé que le Cameroun va être le premier pays pilote pour cette initiative. Comment mettre ensemble des différents acteurs ; comment mettre les jeunes aussi en contact avec nos partenaires qui sont aussi de développeurs de startup en Europe. Donc, nous voulons créer une plateforme aussi bien nationale, continentale et internationale afin de permettre aux jeunes d'avoir ces opportunités non seulement de créer des entreprises, mais de les développer.

Est-ce que l'exemple suisse peut parler au Cameroun en ce qui concerne l'entreprenariat jeune ?



La Suisse peut être considérée comme un très bon exemple en termes de création d'emplois. Le taux de chômage en Suisse est d'environ 2,9%. C'est un pays qui a beaucoup misé sur l'apprentissage, qui permet aux jeunes, même à partir de 16 ans, de travailler dans une entreprise, mais en même temps de continuer leur scolarité. C'est une expérience binôme. On travaille et en même temps, on poursuit ses études. Donc, au bout de trois ans, ces jeunes auront acquis tellement d'expérience et le plus souvent, ils sont recrutés par l'entreprise dans laquelle ils font leur apprentissage. Donc, c'est ce système d'apprentissage que nous essayons de promouvoir. Il y a aussi le système Inopack. C'est une école de formation de jeunes entrepreneurs. Il y a des gens qui ont créé l'entreprise et qui accompagnent ces jeunes entrepreneurs, en leur permettant d'avoir accès au soutien technique et aussi l'accès aux financements pour leurs entreprises.

Propos recueillis par A.C

La citation

*Ne te défais du temps
que comme de ton
argent, avec économie.*

Edward Young ;
Les beautés poétiques (1804)

Le chiffre

5%
*En 2019, les prix des
produits agricoles et
métaux exportés par
les pays de la CEMAC,
progresseront
respectivement de 2%
et 5%.*

Vient de paraître

aux Editions du Schabel

AU DELA DE L'HORIZON

GILBERT HAMAN KAIGAMA

AU-DELA DE L'HORIZON

Préface de **Grégoire OWONA**

Les Editions du Schabel

Points de vente

Yaoundé:

Les supermarchés Dovv
Librairie Lipatrad
Librairie des peuples noirs
La marmite du boulevard
Kiosque Minfi

Douala :

Librairie professionnelle
Kiosque Lt Koumassi
Kiosque Cadastre
Kiosque de l'aéroport
Kiosque méditerranée
Kiosque ibis
Kiosque Akwa palace

10 000
Fcfa

Contact : 699 56 86 22

Résistance aux talibans de la pensée tribale

Jean Simon Ongola*

Dieu seul sait où peut nous conduire le remake dangereux et douloureux que nous sommes en train de vivre. Le retour au galop du tribalisme. La démagogie qu'alimentent des identitaires de toute obédience, se revendiquant hommes ou femmes politiques porte les germes d'un drame qui interpelle la conscience collective.

La politique est un métier qui s'apprend ; plus un politicien est expérimenté meilleur il sera. Ce que nous attendons de tous les acteurs de la vie politique c'est une condamnation sans complaisance dans la plus grande fermeté de tout discours fondé sur l'intolérance et la division dans le but de justifier la haine et le tribalisme.

Toutes les attitudes et postures qui sous-tendent la haine tribale, la violence et l'insurrection doivent être combattues avec la dernière énergie.

Ne laissons pas des apprentis politiciens phagocytter une frange de la population souvent jeunes, victimes du pouvoir perturbateur de la manipulation et de l'intox dans les réseaux sociaux, tomber dans les bras de politiciens aux desseins pour le moins contestables car comment justifier la création des brigades "anti Sardinards" à

l'écoute de promoteurs culturels, artistes et sportifs, ayant soutenus le président Paul BIYA lors de la dernière élection présidentielle ; comment comprendre l'appel de Patrice Nganang à la Diaspora Bamiléké de constituer un fond de guerre bamiléké, pour financer la déstabilisation et créer le chaos et le désordre au Cameroun.

Ces derniers jours nous sommes passé allègrement de l'ère de la désinformation à l'ère des mensonges qui faussent le jeu de notre démocratie. Des activistes politique de tout bord, la haine tribale recuite comme idéologie, organisent consciemment ou non le basculement du Cameroun en créant les conditions d'émergence d'une crise politique sans précédent aux conséquences systémiques d'une extrême gravité.

La montée du tribalisme, cyniquement organisée par des politiques de bas étage, nous enjoint plus que jamais de ne plus se contenter de traiter les seuls symptômes ; faire de l'insurrection, du Tribalisme, et des violences un mode d'action politique nous impose, l'urgence de la riposte. Si la base la plus saine des actions à entreprendre repose sur la détection, la prévention et l'éducation, nous avons le devoir impérieux de



veiller à ne pas diviser les Camerounais en "Bons" pour certains et en "Mauvais" pour d'autres.

En somme les Bamilékés ne sont pas les "Mauvais" et les Bétis ne sont pas les "Bons" ; malheureusement nous rencontrons quotidiennement dans nos cités des apprentis politiciens qui tentent de nous démontrer que les Bamilékés sont les "Bons" et les Bétis les "Mauvais".

Le marqueur sémantique des "Sardinards" et des "Tontinards" est la parfaite illustration du naufrage qui nous guette tous et qu'ensemble nous devons conjurer. Le demago-tribalisme est une réalité à laquelle nous faisons tous face, même s'il ne s'agit que d'une infime poignée d'illuminés.

La théorie du complot, à coups d'arguments tribaux ne peut plus rester sans effets. Le parlement doit mener une réflexion afin de légiférer et pénaliser les actes et délits à caractère tribal, si nous voulons consolider voir dans bien des cas recréer un imaginaire collectif, un désir d'avenir et de vivre ensemble. Les Camerounais anglophones, francophones, du Nord-Ouest, du Nord, du Sud, de l'Est, de l'Ouest et du Littoral, ont des interrogations légitimes. Le chômage massif des jeunes, les difficultés économiques, la pauvreté, l'angoisse, la détresse, la peur de demain. La solution à ces maux ne peut qu'être desservie par la tribalisation de la société. En outre, aucun homme politique quelque soit son bord et ses ambitions n'a le droit de procéder à un Hold-Up sur les valeurs qui fondent l'unité du peuple camerounais pour mieux les détourner au profit de la mixture ethno-tribale qui est la sienne.

Arrêtons vite et très vite cette rhétorique "Sardinards" et "Tontinards" qui au-delà d'être dangereuse peut miner et compromettre de manière durable la construction démocratique de notre pays ; A cause radicale, il faut une réponse radicale, car il y'a un véritable risque de contamination de l'opinion. La libération de la haine tribale est en marche.

La violence identitaire est une réalité dans les réseaux sociaux et ne cesse de répandre dans nos cités et dans nos campagnes l'haleine fétide d'une tribalisation haineuse de la société. La nature comme la politique a horreur du vide ; si quelqu'un se présente et tente avec talent de lancer une OPA avec des valeurs et une vision du monde répondant aux attentes des citoyens, il devient le roi du moment. Nous devons cependant combattre et être impitoyable avec tous ceux qui théorisent la rhétorique tribale nauséuse et redonner confiance au camp de ceux qui prônent la richesse de notre diversité, qui est une chance pour le Cameroun.

Le gouvernement de la peur et du tribalisme ne résistera pas au grand élan républicain des partisans du vivre ensemble ; la

résistance aux talibans de la pensée tribale est sacrée. Arrêtons d'empoisonner la société camerounaise. Renoncer à ce combat peut être fatal. A ses compatriotes des quatre grands espaces culturels, les soudano sahélien (grand nord Cameroun), les Grass-Fields (Nord-ouest et Ouest), les Sawa (Littoral et Sud-ouest)..., les Fang-Bétis (Centre, Sud, Est), au-delà des clivages politiques, ferments et catalyseurs de notre construction démocratique, le Président Paul Biya lance en appel dans son ouvrage pour le libéralisme communautaire par ces mots : « je ne pense pas et comment pourrais-je seulement penser, qu'il y ait deux catégories de Camerounais : les Bons et les Mauvais ; sans doute l'histoire récente de notre pays a-t-elle laissé cette regrettable impression que certains Camerounais étaient exclus de toute véritable participation à la vie politique de la nation au profit exclusif d'une caste jugée plus convenable » ; ces mots de Paul Biya sont d'une actualité cinglante et ont une raisonnable que certains n'hésiteraient pas de qualifier de prophétique. C'est debout et ensemble que nous vaincrons le tribalisme.

* Député

Cameroun : Aux grands maux les grands remèdes

Joseph Léa Ngoula*

Par les temps qui courent il ne fait pas bon vivre au Cameroun", me rappelait il y a quelques jours un grand ami français auprès de qui j'ai beaucoup appris de l'histoire de l'influence de la gauche radicale dans la construction du mouvement syndical au Cameroun.

Il n'est pas le seul à partager cette inquiétude. Toutes les figures du progressisme camerounais admettent que les voyants politiques sont dans le rouge. Le signe d'une régression dangereuse qui ne cesse d'altérer chaque jour la paix et cohésion de notre chère nation.

La descente aux enfers Derrière la façade démocratique qu'on brandit tel un trophée aux partenaires internationaux, se révèle progressivement le visage hideux et boursoufflé d'une des plus vieilles dictatures d'Afrique, rongée par la corruption, le clientélisme, le népotisme et l'inertie.

L'ouverture de la décennie 90, acquise au prix de nombreuses luttes internes conjuguées aux pressions internationales, avait suscité beaucoup d'espoir. Seulement la parenthèse pluraliste sera assez courte pour secréter des forces politiques et sociales suffisamment puissantes pour pérenniser l'héritage démocratique. À chaque nouveau septennat son lot de suppliques.

Les pratiques les plus anciennes refont soudainement surface. Les rituels d'encampement, de musellement et d'hu-

miliation auquel on soumettait inévitablement tous les dissidents politiques après l'adoption de la loi antissubversive de 1962, refont leur apparition sous un nouveau jour.

Le tribunal militaire, les cellules obscures et malodorantes de la police judiciaire, les prisons de New Bell, Kondengui, Bamenda, Maroua ont remplacé par les camps de Mantoum, Tcholliré et Mokolo où disparaissaient tous ceux qui osaient lever la tête contre l'impitoyable régime d'Ahidjo.

Intimidations, interpellations, violences policières, arrestations arbitraires, tortures contre les plus téméraires, font désormais partie de l'ordinaire.

Les pratiques autoritaires du Nouveau érodent, dans un étrange fatalisme généralisé, les vestiges d'une époque démocratique. L'engagement civique et politique est devenu un chemin de croix pour tous ceux et celles qui portent des idées alternatives. La figure de l'opposant et de l'activiste est obscurcie, criminalisée, associée à celle du délinquant ou de l'ennemi de la paix.

La violence d'État se banalise. Les expéditions punitives et les sanctions collectives sont infligées de manière exemplaire aux zones dites rebelles, pour maintenir le peuple sous le joug de la peur. Un régime de psychopathe générale s'installe.

Alors faut-il craindre? Craindre que le rêve d'un Cameroun démocratisé ne soit plus qu'un mirage? Craindre un irréversible



retour à une dictature obnubilé par le désir d'écraser ?

Aux sources du mal

La tumeur qui gangrène le corps social et l'arène politique camerounaise se nourrit de la peur, de l'égoïsme et du leadership alternatif, du silence complice de la masse et de la démission collective.

La peur, c'est l'arme la plus redoutable aux mains de ce régime. Elle s'est généralisée et a pénétré tous les interstices de la société, inhibant tout élan dirigé contre la dictature. Elle pousse la société à isoler le militant, et la famille à blâmer le fils ou la fille qui s'investit dans la vie politique. Cette peur s'enracine dans les douloureux souvenirs des chapitres sombres de l'UNC

et le régime de terreur prolongé par le Renouveau pour dissuader toutes velléités de contestation de l'ordre établi.

Dans un espace politique délibérément atomisé, le nombrilisme des leaders ulcère. L'égoïsme ambiante paralyse tous les efforts de mutualisation des forces progressistes et de convergence des luttes.

Entre ceux qui sacrifient la cause du changement sur l'hôtel de l'orgueil (refusant au passage de se désister pour un tel) et ceux qui mobilisent les ressources de la résistance pour la seule revendication de leur victoire (bottant en touche toutes les autres batailles incontournables pour améliorer le cadre législatif, le code électoral et le contexte sociopolitique), les énergies se dispersent, le front des progressistes s'affaiblit lamentablement et perd des positions dans une bataille où ils rassemblaient pourtant tous les atouts pour en sortir vainqueur.

Le silence aussi, le refus de dénoncer l'arbitraire et les injustices, exacerbe les pulsions répressives de la dictature. Elle ne recule plus devant rien, puisque rien ne se dresse devant elle. Dans le silence total d'une opinion publique médusée, la dictature sévit.

Elle recourt à la propagande et au déni pour étouffer les cris de douleur et d'indignation lancés par ses victimes et les témoins de son ignominie. On prête aux défenseurs des droits de l'homme les intentions les plus sombres. Tout est orches-

tré pour les discréditer et entretenir le règne de l'omerta.

Dans la même logique on essaie ceux qui ont encore le courage d'agir. Le plus affligeant dans ce spectacle est le sort réservé à la minorité agissante. Isolée ou tournée en dérision quand elle n'est pas vouée aux gémonies sur la toile, elle pourrait perdre le désir de résister. Elle hésite de prendre de nouvelles risques inutiles. Inutiles par ce que ceux pour qui elle s'expose autant ne saisissent rien au sens de son combat. Le combat politique a du sens dans une arène lorsqu'il y a des supporters pour encourager les gladiateurs. Mais il y a bien longtemps que le peuple a démissionné, laissant dans le champ de bataille politique une poignée d'intripides pour affronter l'oligarchie. Cette poignée agit depuis, même sans le soutien des heureux bénéficiaires, en sentinelle de la démocratie, des droits humains et du progrès social.

Son engagement inconditionnel nous rappelle que rien n'est perdu. Qu'il est encore possible de sortir de l'impasse.

Notre dernier rempart pour sortir de la grande nuit

Le refus du fatalisme marque les prémices de l'affranchissement de cette dictature d'un autre âge. On commence par envisager la possibilité d'avancer dans le brouillard du désespoir et de la terreur.

Sur ce terrain de l'optimisme, les leaders doivent agréger les colères autour des

messages qui rassemblent, des messages unificateurs dans lesquels se retrouve chaque camerounaise et chaque camerounais qui vit l'injustice dans sa chair indépendamment de ses appartenances partisans.

Le peuple doit prêter une oreille attentive aux appels des leaders. Il doit s'organiser pour répondre. Il doit rappeler devant les abus du pouvoir qui est le vrai détenteur de la souveraineté.

Il doit opposer à la brutalité de l'opresseur et de ses sbires une résistance pacifique épurée de toute forme de violence, même verbale. La tempérance devant toutes les formes de sévices doit être rigoureusement observée pour gagner l'ascendance morale, élargir la base de soutien et retourner l'oppression contre elle.

Il n'est pas possible d'envisager une quelconque compétition politique loyale dans un espace politique rétréci, où les lois du marché électoral sont cisailées au bénéfice du pouvoir.

La veille citoyenne et la mobilisation permanente pour dénoncer les injustices et exiger les réformes nous permettront de desserrer l'étau et obtenir des avancées concrètes. Nous devons nous tenir prêt à lever chaque fois qu'il le faudra le bouclier pour contrer le glaive de l'injustice et contraindre le pouvoir à des concessions.

* Analyste politique et Consultant

DC DRINKS CENTER | Achetez
l'Esprit
Libre

**LE 1^{ER} SUPERMARCHÉ
DE BOISSONS AU CAMEROUN
JUS BIERES VINS SPIRITUEUX
VENTE EN GROS & DETAILS AU MEILLEUR PRIX**



 **+237 670 43 33 31-32**

 **WWW.DRINKS-CENTER.COM**

 **DrinksCenter**  **DrinksCenter18**

 **Drinks Center**  **Drinks Center**

VISIBILITE-MEDIA.COM | 0033 673 788 381 | Facebook.com/visibilitecam



Comme tu es à CT, tu es sauvé !

Je cours pour la paix et j'attends la prime du chef de l'Etat

Jules Kom Kom. Ce Camerounais de 28 ans marche dans son pays depuis quatre ans. Il a remporté une médaille d'or et un prix spécial du ministre des Sports lors de l'ascension du mont Cameroun 2019.



On a attendu 4 heures 40 minutes pour voir Eric Mbatcha sur la ligne d'arrivée de l'ascension du mont Cameroun 2019. Une performance qui lui a valu 10 millions de francs, et des applaudissements du public du stade de Molyko. Alors que les podiums étaient déjà constitués et que les autorités s'apprétaient à descendre de la tribune pour donner médailles enveloppes et trophées aux gagnants, ils sont retenus dans leurs sièges par les acclamations à tout rompre. Il y a un athlète qui entre dans le stade, avec un arbre de paix en main et un drapeau vert-rouge-jaune sur ses épaules. Jules KOM KOM a bien les deux bracelets témoins qui

montrent qu'il est parti du stade de Molyko à 7 heures et six minutes, et qu'il a été au sommet du mont. En 6 heures 25 minutes, l'homme vient de remporter sa course, la meilleure de toutes, la course du Courage, la course pour la paix. « Si les autres courent pour gagner de l'argent, ce sont des grands champions que je respecte. Moi, je cours pour la paix ». Une performance pour laquelle l'athlète s'est entraîné pendant toute une année, comme depuis 2014 où il a participé pour la première fois à la course la plus difficile au monde.

Alors que plus de la moitié des athlètes inscrits à cette édition de la course de l'espoir 2019 ont refusé de venir pren-

dre le départ à cause de la menace des sécessionnistes, l'athlète originaire de la région de l'ouest a décidé de me faire d'une pierre deux coups : « J'ai décidé de venir comme d'habitude avec le drapeau qui nous unis tous, et de faire une performance honorable. Malgré qu'on dise qu'on ne ramène rien de la montagne, j'ai prié et j'ai coupé l'arbre de la paix en descendant. J'ai plutôt été applaudi par les populations massées le long du trajet depuis la sortie de la brousse jusqu'au stade ».

Jules Kom Kom n'est pas à son premier essai, il a commencé à marcher en 2015 pour l'unité et la paix pour dire non à Boko Haram. En 2016, il remet ça : « En 2016, je fais un dos-

sier pour un accompagnement dans une marche pour soutenir l'armée camerounaise qui est au front contre Boko Haram. J'ai écrit aux gouverneurs du Littoral et de l'Ouest. Malgré le manque d'accompagnement, je me suis lancé. Quand je me lance en 2016 pour la marche Douala - Bafoussam, je n'ai pas de téléphone android. Il faut supplier les gens pour qu'ils publient mes images sur les réseaux sociaux. En 2017, j'ai lancé 1000 kilomètres la boucle Douala - Bafoussam - Yaoundé - Douala. Une course qui a été retransmise sur les réseaux sociaux par mon ami Abdouramani Foupouagnigni à qui je dis merci ». Le marcheur est déjà bien connu. Pour cette année 2019, il y avait cette course de l'ascension du Mont Cameroun où l'athlète a été fait citoyen de la paix dans l'athlétisme au Cameroun et a remporté une enveloppe de 200.000 Fcfa offerte par Narcisse Mouelle Kombi, le ministre des sports et de l'éducation physique en personne. L'athlète a décidé de rendre hommage à son sponsor de toujours : « Certains se demandent toujours qui est derrière Jules Kom Kom, il est temps que le monde entier sache que Monsieur Fotso David, promoteur de Istac (Institut Supérieur des techniques Economiques) est l'homme qui a cru en moi depuis 2011. Maintenant, mon but, c'est de faire une marche dans la sous-région Afrique Centrale. Après cette distinction du Ministre, j'attends le chef de l'Etat ». Le Camerounais né en 1990 partage son temps d'entraînement quotidien avec le commerce ambulancier dans la ville de Douala. Un potentiel énorme peut être sous exploité.

David Eyengué



Un journaliste camerounais aurait encore été embastillé samedi 23 février 2019 au stade omnisport de Molyko, s'il avait été employé d'un autre média. Son crime, c'est d'avoir fait une photo aux hommes en tenues qui se bousculaient autour de l'artiste Nyangono du Sud. Ces FMO sollicitaient d'ailleurs n'importe quel voisin pour s'offrir de leurs téléphones, les photos entières avec l'artiste. Pour être en phase avec le direct de la page Facebook de son journal, Alliance Nyobia, envoyé spécial de Cameroon Tribune envoie les photos d'ambiance du stade que le responsable de la page publie. La page est visitée et la photo a fait le tour du monde en un laps de temps et de retour à Molyko, c'est la tension de ces hommes qui eux-mêmes ont envoyé des images de selfies à

des tiers par Facebook ou whatsapp. L'affaire fait déjà grand bruit au stade, tous les hommes des FMO sont à la recherche de celui qui a envoyé la photo sur Cameroon Tribune. De bouche à oreille, les plus hauts gradés sont alertés. Les subalternes interpellent discrètement chaque journaliste rencontré sur la piste d'athlétisme pour savoir qui est de Cameroon Tribune, avant qu'un d'eux s'adressant à Luc Perry Wandji de CRTV nous lance : on a dit qu'on laisse, comme il est à Cameroon Tribune. Et pourtant, le ministre des sports et de l'éducation physique lui-même, a posté ses photos dans un char de guerre dans un costume pare-balles de dernier cri. Pauvres journalistes !

Par D.E

Brèves

Mourinho fixe ses exigences



Limogé par Manchester United le 18 décembre, José Mourinho est sur le marché. Le technicien portugais est prêt à revenir sur un banc rapidement, mais il a certaines exigences.

"Si c'est un club sans ambition, je n'irai pas. J'en ai déjà refusé parce que je veux du football de haut niveau et j'ai de grosses ambitions. C'est mon deuxième critère. Le premier,

c'est d'avoir une structure d'empathie. Je veux travailler avec des gens qui travaillent ensemble, qui ont les mêmes idées, c'est une chose fondamentale", a confié le "Special One" au Telegraph. A Manchester, l'ambiance s'était détériorée avec certains joueurs, dont Paul Pogba, et le vice-président Ed Woodward.

Bordeaux : Ricardo, c'est bien fini

Comme nous vous l'indiquions ce mardi, Bordeaux a pris la décision de licencier son manager général Ricardo, seulement 5 mois après son arrivée. Dans un communiqué officiel, les Girondins ont confirmé le départ du technicien brésilien.

"Constatant les résultats décevants de l'équipe professionnelle, les dirigeants du FC Girondins de Bordeaux, en accord avec Ricardo Raymundo Gomes, ont décidé de mettre fin à ses fonctions de manager général du club. Ils lui expriment leur gratitude pour son engagement auprès du club et pour son professionnalisme exemplaire", peut-on lire. Actuellement 13e



de Ligue 1, Bordeaux reste sur 5 défaites, 1 nul et 1 victoire sur les 7 derniers matches.

Coulisses de la course de l'Espoir

Asseyez-vous là au sol !

Notre confrère Yves Léopold Kom, journaliste depuis plus de 30 ans pour la Radio Africa N° 1 et désormais officier Média CAF a eu la peur de sa vie le samedi 23 février 2019. Après la couverture (limite sous fond de guerre) de la course de l'Espoir, le vétéran journaliste en compagnie de ses confrères a trouvé une occasion en taxi pour sortir de la ville de Buéa. Nous devons payer 1000 fcfa par personne pour aller à Mutengene où il est possible d'avoir tranquillement une occasion pour rallier Douala. A un poste de contrôle mixte où tous les passagers des voitures doivent traverser à pieds avant de rejoindre le véhicule plus loin, le journaliste est interpellé par un homme en tenue. La brutalité du ton peut déjà laisser voir l'animosité : Asseyez-vous là, au sol !



-Chef, nous sommes journalistes, et nous revenons de course de l'espoir. C'est avec beaucoup de courage que nous

sommes venus. J'ai encore fait quoi ?

- Vous marchez avec le drapeau de l'Ambazonie, lui répond un autre homme des FMO.

C'est à ce moment que nous constatons tous que les sandales achetées par notre aîné avaient été emballées dans un plastique aux rayures bleu-blanc.

Chef, même le moustique, je ne sais pas tuer chez moi. Comment je peux être impliqué dans une affaire de guerre ? Je suis journaliste. Voici mes cartes...

Partez ! Sachez simplement choisir ce que vous portez avec vous.

C'est la peur au ventre, que Yves Léopold Kom a rejoint la voiture, et pendant tout le voyage jusqu'à Douala, le journaliste sportif dévoué s'est posé mille et une questions sur le métier que nous exerçons.

Celtic Atlantic club en deuxième division

Tournoi Interligues dans le Centre. L'équipe de Balamba a arraché sa qualification hier, après le score de parité (2-2) face à Modjan Fc d'Obala au stade des sapeurs-pompiers de Mimboman.



Yaoundé, le 26 février 2019. Stade des sapeurs-pompiers de Mimboman. Celtic Atlantic - Modjan Fc (2-2).

C'est devant un public survolté que Celtic Atlantic club de Balamba et Modjan Fc d'Obala ont offert du spectacle alors qu'on disputait le temps additionnel du match. L'image saisissante de ce moment est le corner en faveur de Modjan Fc. Personne ne tenait encore debout, ni sur son siège sur les deux bancs de touche. C'était la dernière action, la balle de match, comme on le dit souvent dans d'autres sports. Si cette action aboutissait à un but, Modjan remportait la partie et se qualifiait. Au cas contraire, c'est Celtic Atlantic qui devait continuer à tenir sa qualification.

Pour ce dernier match de la poule B, les enjeux étaient de taille. Celtic Atlantic avait besoin d'un score nul, équivalent à un point, pour obtenir son ticket de la montée en D2 régionale, alors qu'une victoire, quel que fut le score était impérative pour Modjan Fc pour s'adjuger cette place.

Le score à cet instant du match était de deux buts partout, synonyme d'avantage à Celtic Atlantic club de Balamba. Sur ce corner, Haladji Biram à Madeng, le gardien de buts du club de Balamba, s'est détendu pour capter le ballon à sec. Lui, qui par moment au cours de la

partie, a fait preuve de fébrilité sur certaines actions offensives de l'adversaire. Sa relance a été stoppée nette par le coup de sifflet final de l'arbitre. Explosion de joie des joueurs et supporters de Celtic Atlantic club et désarroi côté Modjan Fc d'Obala.

Pourtant, c'est Modjan Fc qui avait ouvert le score à la 8ème minute de jeu par Charles Brice Monetyack. Se payant par la suite de loper un penalty sifflé en sa faveur, qui lui aurait permis de creuser l'écart. Celtic Atlantic s'est remis dans le match pour obtenir l'égalisation par Achille Olivier Adouen (34ème), avant de reprendre l'avantage

par Idriss Nwawel à Mathe (51ème). Les joueurs de Modjan Fc vont tomber dans le piège de l'énerverment et sur ces entrefaites, Joachim Bineli Ndzengue va être expulsé. C'est en infériorité numérique que son équipe va obtenir l'égalisation à 11 minutes de la fin du match et pour ne pas parvenir à faire le break, à marquer le but décisif. Charles Brice Monetyack, attaquant de Modjan Fc, a quelques regrets : « Nous n'avons pas été concentrés et avons péché devant les buts adverses. Ayant mené au score, on est tombé dans la facilité croyant que tout était joué. Lorsqu'on manque le penalty qui aurait pu nous faire creuser dans l'énerverment au point de prendre un carton rouge. L'adversaire a su profiter de sa supériorité numérique ». Pendant ce temps, André Luther Goura à Rim, le capitaine de Celtic Atlantic, est aux anges. « C'est un rêve qui se réalise. Nous avons travaillé ensemble ; on a souffert ensemble et voici la consécration. Le match n'a pas été facile, mais nous avons cru jusqu'au bout. Notre secret, c'est la solidarité ».

Pour la première fois de son histoire, la localité de Balamba dans l'arrondissement de Bokito, département du Mbam et Inoubou aura une équipe en deuxième division régionale du Centre. Son champion a décroché une place à l'issue du tournoi Interligues (poule B) dans la région du Centre. Celtic Atlantic club a déjà végété en ligue départementale pendant 20 ans.

Achille Chountsa

Les Camerounais font le sprint avec la voiture balai

Tour du Rwanda. Après trois étapes de la course au pays des mille collines, deux Camerounais sont déjà arrivés hors-délais, et les trois rescapés sont parmi les 10 derniers.



Des coureurs au tour du Rwanda 2019.

La petite reine camerounaise est en train de toucher le fond de la mer dans laquelle nos dirigeants l'ont noyée. Lors de la 3ème étape longue de 213 km entre Huye et Rubavu, Clovis Kamzong Abosolo est arrivé à la 66ème en 6

heures après 38 minutes et 47 secondes du premier Kudus Merhawi, un coureur de l'Erythrée. Les deux autres coureurs Camerounais classés Michel Tientcheu et Artuce Tella sont arrivés respectivement 75ème et 76ème de l'étape sur les 76

classés après 1h 03 minutes et 27 secondes du premier. Yaou Gadji lui est arrivé après 6 heures 52 minutes alors que le délai était de 6 heures 25 minutes et 30 secondes. Le coureur de la SNH Vélo club est arrivé 27 minutes après la voi-

ture balai. Il a donc été frappé par le délai réglementaire.

Lors de la 2ème étape couverte lundi entre Kigali et Huye longue de 120,5 km, Jacques Ondo Zang était déjà arrivé 13 minutes après le délai. Le Camerounais avait déjà été le seul des 78 coureurs à ne pas entrer dans le peloton du lendemain. Des performances jamais atteintes par les cyclistes Camerounais dans une course. Un déclin qu'on observe depuis des années et qu'on ne risque pas de corriger dans les cinq étapes restantes de cette 11ème édition du tour du Rwanda passé à la catégorie 2.1 cette année 2019. Au classement par équipe, le Cameroun est classé 16ème sur les 16 équipes classées, avec un retard cumulé de 2 heures, 37 minutes et 46 secondes soit plus de 1 heure 30 de retard sur l'Algérie, l'équipe classée 15ème. Le cyclisme Camerounais fait la Une des fonds de classements depuis la Tropicale Amis Bongo jusqu'à ce Tour du Rwanda, sans oublier la mauvaise santé lors du Tour de l'Espoir sur notre sol cette année.

David Eyengué

Réactions

“C'est à Dieu que je dois cette victoire”

Tschekos Battokok, entraîneur de Celtic Atlantic club

Le rêve devient enfin réalité. Je remets cette victoire de Celtic Atlantic club au Dieu Tout Puissant qui m'a toujours donné la force de résister jusqu'aujourd'hui. Pour la petite histoire, c'est depuis 1999 que j'ai créé cette équipe et vous voyez que, c'est en 2019 que je monte en 2ème division dans la ligue régionale du Centre. Donc j'ai accepté de patienter ; j'ai accepté de souffrir derrière ces gamins. La gloire revient au seigneur qui m'a permis de rester debout jusqu'aujourd'hui. C'est à Dieu que je dois cette victoire. C'est lui qui m'a permis d'être debout jusqu'à présent et d'être fort derrière cette équipe. Il n'y a pas de petit match ; tout le monde a envie de gagner. C'était un très bon match. Dans des compétitions comme celle-ci, tout le monde a envie d'aller en niveau supérieur. Ce n'est pas une petite affaire. Le secret de cette victoire, c'est la patience, la foi et la persévérance.



Il faut toujours croire en Dieu, savoir qu'un jour sera le tien. Chacun a son jour et aujourd'hui, c'est le tour de Celtic Atlantic club »

« Ils sont venus jouer un match nul »

Maxime Prospère Nomo, entraîneur de Modjan Fc

Il y a des regrets pour la carrière d'un entraîneur de football et la carrière des joueurs. Ils n'ont pas compris les conseils qu'on leur a donnés. L'équipe adverse est venue chercher juste un match nul pour la montée en division supérieure, pendant que nous, on venait chercher la victoire. En première mi-temps on a attaqué et on a marqué le premier but. Quelques temps après on a obtenu un penalty que notre joueur n'a pas su concrétiser. En deuxième mi-temps on encaisse un autre but, il fallait remonter. Malheureusement, on prend un carton rouge. Les consignes données à nos joueurs, étaient d'attaquer pour gagner le match. On est mené deux buts à un, il fallait revenir sur le score et marquer un troisième but qui allait nous amener à la qualification. A ce niveau j'aurais joué la même chose, surtout qu'ils sont venus jouer un match nul, et ils ont bien exploité leurs atouts.



Propos recueillis par Bou-bakari Kouvou et Elivira Laplong (stagiaires)

Ligue 1: Programme des matchs de la 6ème journée

Mercredi 27 février 2019
Stade municipal de Nko'ovos
15h30 : Colombe – Apejes
Centenary stadium de Limbé
15h30 : Union – Dragon
Bamenda Yong sport Stadium
13h00 : PWD de Bamenda – Avion Fc
Stade Omnisport de Limbé
15h30 : New stars – Coton

Stade Omnisports de bafouasam
15h30 : Fovu – Fortuna
Limbe Middle Farm
15h30 : Astres – UMS
Stade municipal de Melong
15h30 : Stade Renard – Unisport
Bamenda Yong sport stadium
Yong sport - Feutcheu

Ligue 2: Résultats partiels des matchs de la 6ème journée

Poule A
Bang Bullet – Matelots : 2-0
Panthere – Etoa-Meki : 5-2

Poule B
Bamboutos – Lion Blessé : 2-0